

[Text]

posal which they have in a sense implemented. They have implemented it and immediately suspended it. It is a complex proposal that has different rates of tax on different fossil fuels. They suspended it because of their concern of competitive equity. They have said they will implement it or consider implementing it when their major trading partners, Japan and the United States, do something similar. I think it is a way of trying to bring pressure on those two countries to do something.

The Chairman: It is an attempt to put pressure on other developed countries to make a move on carbon, but more than that, it is an attempt to have them move in a certain direction, namely the carbon tax route. Would you agree with that? That is my sense of it.

Mr. McCloskey: I think they appear to have taken a decision that a carbon tax is an appropriate instrument in this area. The thing that has stopped them from fully implementing it is the concern over competitive equity. They have put this proviso in that they will implement this when their major trading partners do this or something similar that has the same effect. They are trying to bring pressure on their major trading partners.

The Chairman: Once again, sorry for the interruption.

Mr. McCloskey: In the U.S., although broad policy instruments are being studied by a number of groups, the American government has shown no enthusiasm for the carbon-tax approach right now. In general, the U.S. is focusing on ways to improve energy efficiency and energy conservation in various sectors.

For example, the U.S. applies a gas guzzler tax to new automobiles that do not meet federal standards for fuel efficiency. In January, 1991, these rates were increased, and they currently range from U.S. \$1000 to \$7000 for automobiles obtaining less than 22.5 miles per gallon.

Like Canada, other countries are still in the early stages of exploring economic instruments. All are observing the experience and evolution of various initiatives in this area.

In the remaining few minutes, I would like to turn to the issue of revenues from environmental taxes.

[Traduction]

une proposition de taxe sur les hydrocarbures qu'elle a dans une certaine mesure mise en oeuvre. C'est ce qu'elle a fait, pour ensuite immédiatement la suspendre. Il s'agit d'une proposition complexe où l'on retrouve différents taux d'imposition sur différents combustibles fossiles. Les Européens les ont suspendus à cause de leurs préoccupations concernant l'équité concurrentielle. Ils ont dit qu'ils l'appliqueraient ou qu'ils envisageaient de l'appliquer lorsque leurs principaux partenaires commerciaux, le Japon et les États-Unis, feront quelque chose de semblable. Je pense qu'il s'agit d'une forme de pression sur ces deux pays afin qu'ils fassent quelque chose.

Le président: C'est une tentative d'exercer une pression sur d'autres pays industrialisés afin qu'ils décident quelque chose à propos des hydrocarbures, mais par-dessus tout, c'est une tentative pour les amener à agir dans une certaine direction, à savoir l'option de la taxe sur les hydrocarbures. Êtes-vous d'accord là-dessus? C'est comme cela que je le perçois.

M. McCloskey: Je pense qu'ils semblent avoir décidé qu'une taxe sur les hydrocarbures est un outil convenable à cet égard. Ce qui les a empêchés de l'appliquer complètement est leur préoccupation touchant l'équité concurrentielle. Ils ont décidé d'agir ainsi et de la mettre en oeuvre à condition que leurs principaux partenaires commerciaux le fassent ou adoptent quelque chose de semblable ayant le même effet. Ils tentent de faire pression sur leurs principaux partenaires commerciaux.

Le président: Encore une fois, je m'excuse de vous avoir interrompu.

M. McCloskey: Aux États-Unis, même si des politiques globales sont actuellement à l'étude par certains groupes, le gouvernement ne manifeste actuellement pas d'enthousiasme quant à l'approche de la taxe sur les hydrocarbures. En général, les États-Unis cherchent surtout des façons d'améliorer l'efficacité énergétique et d'économiser l'énergie dans divers secteurs.

Par exemple, les États-Unis imposent une taxe sur la «surconsommation d'essence» des nouvelles voitures qui ne respectent pas les normes fédérales en matière d'efficacité énergétique. En janvier 1991, les taux ont été augmentés et se situent actuellement entre 1 000 et 7 000 \$ américains pour les voitures dont le rendement est inférieur à 22,5 milles par gallon d'essence.

À l'exemple du Canada, d'autres pays débutent à peine la recherche d'outils économiques. Tous sont en train d'observer les expériences et l'évolution des diverses initiatives dans ce domaine.

Pour les quelques minutes qui restent, j'aimerais aborder la question des revenus provenant des taxes sur l'environnement.